

Afrique subsaharienne

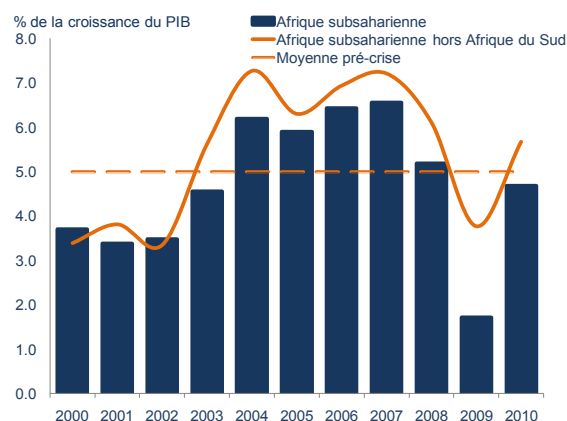
Évolutions récentes

La croissance de l'Afrique subsaharienne s'est nettement redressée en 2010. Soutenu par la reprise économique mondiale et par les évolutions locales, le PIB de l'Afrique subsaharienne a progressé de 4.7 % en 2010, en hausse par rapport à la progression de 1.6 % de 2009 et à peine moins que la croissance moyenne de 5 % de la région avant la crise (figure SSA.1). Hormis l'Afrique du Sud, la plus grande puissance économique de la région, l'Afrique subsaharienne a enregistré une croissance de 5.8 %, soit l'un des taux de croissance les plus élevés des régions en développement.

Reprise des exportations. Les recettes d'exportation africaines qui avaient chuté en janvier 2009 à environ 51 % de leurs niveaux avant la crise d'août 2008, avaient quasiment rattrapé leur retard en novembre 2010, atteignant 93 % des pics précédents. La hausse a été majoritairement imputable à celle des cours des produits de base (voir Annexe sur les produits de base), en termes de volumes, les exportations ont légèrement augmenté de 7.5 % en 2010.

Parmi les principaux gagnants de la variation des termes de l'échange figurent les pays

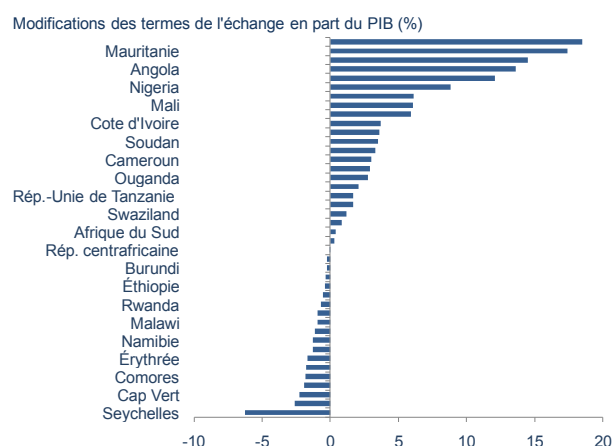
Figure SSA.1 Le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne rebondit jusqu'à un niveau proche d'avant la crise



Source : Banque mondiale.

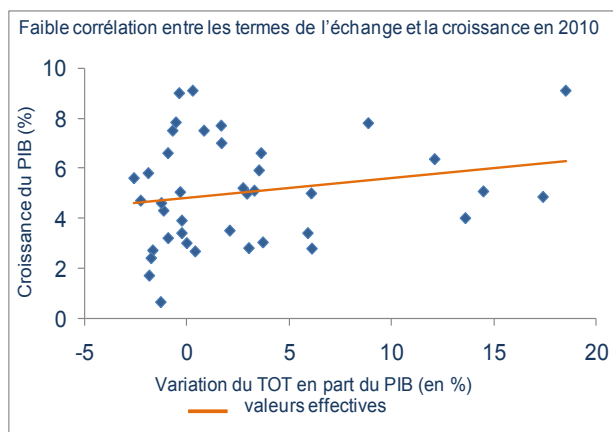
exportateurs de pétrole de la région, avec une progression des recettes de 10 % du PIB en Angola, au Congo et au Gabon. Chez les importateurs de pétrole de la région, la situation était plus nuancée. En règle générale, les exportateurs de matières premières dont la hausse des cours a été supérieure à celle des cours du pétrole brut ont bénéficié de la situation (figure SSA.2). Parmi eux figurent les exportateurs de métaux tels que le cuivre (Zambie) et le minerai de fer (Mozambique) ainsi que les exportateurs de produits agricoles tels que le caoutchouc (Libéria) et le coton (Burkina Faso, Bénin et Mali). Cependant, même si les cours des principales exportations de marchandises de nombreux pays importateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne ont progressé en 2010, ces pays ont continué à pâtir d'une détérioration de leurs termes de l'échange, en effet le redressement des cours n'a généralement pas été suffisant pour compenser le fort rebond des cours du pétrole. Néanmoins, l'impact des termes de l'échange sur la croissance 2010 reste mitigé car le regain de croissance était associé aux pays qui avaient enregistré des variations à la fois favorables et défavorables des termes de l'échange, impliquant que beaucoup d'autres éléments sur la croissance de l'Afrique subsaharienne sont plus influents que l'évolution des cours des produits de base (figure SSA.3).

Figure SSA.2 Termes de l'échange dans les pays de l'Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale.

Figure SSA.3 L'impact du TOT sur la croissance est mitigé

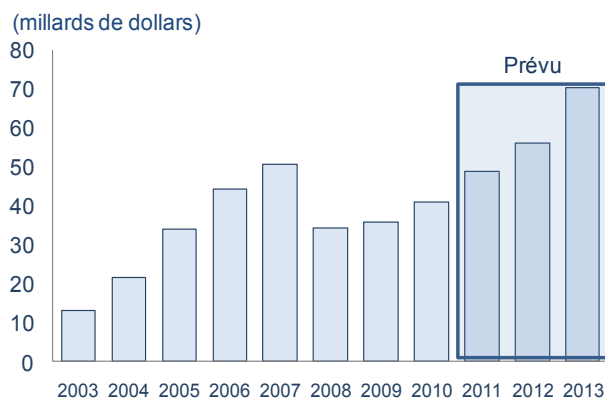


Source : Banque mondiale.

Rebond de l'afflux de capitaux. Grâce à la reprise de l'économie mondiale ainsi qu'à la reconnaissance croissante par les investisseurs des opportunités offertes par une région en voie de développement dynamique, l'afflux de capitaux vers l'Afrique subsaharienne a progressé de \$ 35.8 milliards USD en 2009 à \$ 41.1 en 2010 (estimations) et devrait progresser à \$ 48.6 milliards USD en 2011 (figure SSA.4 et tableau SSA.3).

La principale destination de l'afflux d'IDE en valeur concerne le secteur minier à forte intensité de capital. En effet, la hausse des cours des produits de base et la concurrence mondiale en

Figure SSA.4 Les entrées nettes de capitaux privés à destination de l'Afrique subsaharienne rebondissent à l'issue de la crise



Source : Banque mondiale.

faveur de l'approvisionnement de ceux-ci a stimulé les investissements mondiaux dans le secteur des ressources naturelles. L'Afrique subsaharienne, une région avec une forte proportion de ressources minérales connues et un fort potentiel de développement bénéficie de cette tendance. Cette situation a été facilitée par les améliorations des cadres réglementaires dans certains pays. Les levées de capitaux par les entreprises africaines du secteur des ressources ont été de 7,8 milliards USD en 2010, soit une hausse de 240 % par rapport à 2009.¹ L'essentiel de l'activité exploratoire a été le fait de plusieurs pays en 2011, avec de nouvelles découvertes et une production en montée de régime (tableau SSA.1).

Ces flux de ressources ont soutenu la croissance en créant de nouveaux emplois, en augmentant les recettes publiques et en permettant de financer le déficit de la balance des paiements courants. Cependant, dans les pays où la gouvernance laisse à désirer et où les institutions sont faibles, le secteur des ressources naturelles souvent enclavé dans de nombreux pays, peut peser sur la croissance dans la mesure où les rentes qu'il génère sont confisquées par l'élite minoritaire, entraînant souvent des conflits. Cette malédiction des ressources ne doit pas être la norme. Vingt-et-un pays subsahariens ont cherché à maximiser les avantages potentiels de l'exploitation des ressources et à réduire le risque de corruption en rejoignant l'Initiative pour la transparence des industries extractives.

Tableau SSA.1 Découvertes récentes de gisements de minerais et production

Découvertes au 1er Trimestre 2011	
Ressources naturelles	Pays
Pétrole	Ghana (West Cape Three Points)
Or	Tanzanie (région d'Handeni)
Minerai de fer	Libéria (Bopulu et Timbo)
Manganèse	Gabon (Ndjole)
Diamant	Sierra Leone (Tongo)
Gaz naturel	Tanzanie (offshore)
Nouvelles productions effectives en 2011	
Ressources naturelles	Pays
Charbon	Mozambique
Pétrole	Ghana
Cuivre	Zambia (Konkola North)
Manganèse	Gabon

Source : Africa Mining, divers nombreux.

Cinq pays sont aujourd'hui considérés comme respectueux de l'Initiative (République Centrafricaine, Ghana, Liberia, Niger et Nigeria), tandis que 16 autres pays sont candidats.

Même si les ressources naturelles et l'énergie sont le principal destinataire des IDE d'Afrique subsaharienne en valeur, elles représentent au total seulement 16 % du nombre total des nouveaux projets d'IDE.² A la faveur d'une hausse des taux de croissance du PIB, d'une population croissante et de l'expansion de la classe moyenne, la plus grande part des nouveaux projets d'investissement concernait les secteurs hors ressources naturelles. Les évolutions des secteurs des télécommunications (Encadré SSA.1) et de la distribution témoignent de l'intérêt porté aux industries non extractives de la région. Dans la distribution par exemple, les grands distributeurs sud-africains ont ouvert des centres commerciaux dans la région.

Walmart, plus grand distributeur au monde, est actuellement en phase d'acquisition de MassMart, une chaîne sud-africaine active dans 14 pays de la région.

Le flux de capitaux d'investissement en direction de l'Afrique subsaharienne a progressé de 10 % en 2010, atteignant 11 milliards USD. La croissance soutenue des pays d'Afrique subsaharienne au cours de la dernière décennie (5 % par an) conjuguée à une instabilité politique croissante et des réformes qui ont diminué les barrières d'entrée, ont commencé à placer les pays d'Afrique subsaharienne sur les écrans radar des gérants de portefeuilles d'actions. Cette évolution est confirmée par la récente création de plusieurs fonds de capital-investissement spécialisés sur l'Afrique (tableau SSA.2). Sans surprise, l'Afrique du Sud est le principal bénéficiaire de cet afflux. Cependant, d'autres économies, telles que le Nigeria et son économie dynamique et son importante population, le

Encadré SSA.1 : Récentes évolutions du secteur des télécommunications en Afrique subsaharienne - un secteur florissant

L'Afrique subsaharienne est la région qui accueille le marché de la téléphonie mobile le plus dynamique (Union internationale des télécommunications, 2010), partiellement en raison de la faible pénétration des lignes fixes mais aussi en raison du rythme de l'urbanisation, plus rapide que dans les autres régions. En 2010, 40 millions de nouveaux abonnements à la téléphonie mobile ont été souscrits d'après les estimations et puisque la plupart de la population n'est pas desservie, le potentiel de croissance reste important.

Le secteur des télécommunications est l'un des principaux bénéficiaires de l'afflux d'IDE vers la région. En 2011, plusieurs annonces ont été faites à ce sujet. MTN, le géant sud-africain des télécommunications, a annoncé un projet d'investissement de \$1 milliard USD au Nigeria (principal marché de la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne) et 150 millions USD supplémentaires en Zambie. En mars 2011, Etisalat, une société de télécommunications des EAU a annoncé qu'elle avait signé un accord pour un prêt syndiqué de 680 millions USD auprès de huit banques nigérianes. Movitel (société vietnamienne), troisième opérateur de téléphonie mobile du Mozambique, a annoncé des projets d'investissement de 120 millions USD en faveur de la construction de nouvelles stations de base.

Les gouvernements soutiennent cet afflux d'IDE en améliorant les cadres réglementaires, notamment l'ouverture du secteur à davantage de concurrents. L'an dernier par exemple, des licences d'exploitation ont été accordées à de nouveaux entrants du secteur des télécommunications au Congo (Brazzaville), Ghana, Liberia, Malawi et Mozambique, et les coûts d'accès au réseau fixés par les autorités de tutelle ont été réduits.

Ces évolutions ainsi que l'arrivée de câbles sous-marins à large bande à fibres optiques à haute vitesse sur la côte d'Afrique, représentent une aubaine pour le secteur et pour l'économie au sens large, entraînant des retombées importantes en termes de productivité. En Afrique de l'Est et de l'Ouest, une « guerre des prix » est en cours entre des opérateurs rivaux et dans certains cas, les charges de service ont chuté de plus de 50%, réduisant les coûts pour les clients professionnels comme pour les particuliers. Des innovations telles que le système pionnier de banque mobile du Kenya (M-PESA), la bourse de produits de base d'Éthiopie, qui utilise les technologies mobiles pour fournir des informations en temps réel aux agriculteurs du pays et l'application mPedigree du Ghana qui permet aux patients de vérifier l'authenticité des médicaments, ne sont que quelques exemples de la manière avec laquelle les investissements dans le secteur des télécommunications soutiennent l'innovation et la croissance de la région.

Une récente étude a montré que l'accès croissant aux réseaux de téléphonie mobile de 1 % se traduit par une hausse de 0,5 % du PIB réel par habitant (Djiofack and Keck, 2009). Au Nigeria par exemple, même si la part du secteur des télécommunications dans le PIB représente le quart de celle du secteur pétrolier, sa contribution directe à la croissance du PIB était supérieure à celle du secteur pétrolier en 2010.

Tableau SSA.2 Fonds destinés à l'Afrique

(en millions de dollars)

Montant du fond	Size
ECP Africa Fund	613
Pan African Investment Partners II	492
Aureos Africa Fund	381
Leapfrog Microfinance Inclusion Fund	136
Evolution One Fund	91
Africinvest Financial Sector	43

Source : Africainvestor, novembre-décembre 2010.

Kenya, souvent considéré comme la passerelle vers les 84 milliards USD de l'Afrique de l'Est, et le Ghana, avec son environnement politique stable et une économie dynamique, présentent un intérêt particulier.

L'Afrique du Sud a également dominé l'afflux obligataire de la région, représentant près de l'ensemble des \$ 4.7 milliards USD de ventes régionales d'obligations en 2010. Cependant, avec un déficit d'infrastructures annuel estimé à 93 milliards USD, et un déficit de financement de 31 milliards USD, plusieurs pays d'Afrique subsaharienne (Ghana, Kenya, Tanzanie et

Zambie) continuent d'exprimer leur intérêt vis-à-vis du marché obligataire de la zone euro. En janvier 2011, le Nigeria a émis sa première obligation européenne de 500 millions USD, qui a été sursouscrite. En mars 2011, la Zambie a reçu la notation de crédit "B+" de la part des agences internationales de notation du crédit. Plusieurs autres pays passent leurs lois en revue afin de se positionner sur le marché financier islamique de près de \$ 1000 milliards USD. Le Sénégal a indiqué qu'il prévoyait de lever 200 millions USD de financement islamique en 2011. Les investisseurs étrangers participent de plus en plus aux marchés obligataires locaux, en dépit du risque de change. L'adjudication ghanéenne de février 2011 de 400 millions GHS (263 millions USD) en obligations à 3 ans a suscité un intérêt international significatif et a été sursouscrite à 88 %. Le Kenya a procédé à l'adjudication d'une obligation pour infrastructures de 9 ans d'une valeur de 31.6 milliards de shillings (\$ 380 millions USD) en août 2010, et le pays devrait continuer de faire appel au marché en 2011. En effet, l'offre d'obligations en devises locales est passée de 7

Tableau SSA.3 Flux de capitaux nets vers l'Afrique subsaharienne

en milliards USD

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010e	2011p	2012p	2013p
Balance des comptes courants											
en % du PIB											
Flux financiers											
Entrées de capitaux privés et officiels nets	14.6	24.0	33.0	42.4	53.2	38.9	45.3	51.1			
Entrées de capitaux privés nets (actions+dettes)	13.2	21.7	33.9	44.4	50.7	34.3	35.8	41.1	48.6	56.1	70.4
..Entrées de capitaux privés nets (% du PIB)	3.0	4.0	5.3	6.0	5.9	3.5	3.9	3.8	4.1	4.4	4.8
Entrées nettes en actions	14.0	17.7	26.1	37.0	38.7	28.9	40.2	34.8	39.1	44.2	55.3
..Entrées nettes d'IED	13.3	11.0	18.0	20.2	28.5	34.5	30.3	23.8	32.1	35.2	45.3
..Entrées nettes de portefeuilles d'actions	0.7	6.7	8.1	16.8	10.1	-5.6	10.0	11.0	7.0	9.0	10.0
Entrées nettes de dettes	0.6	6.4	6.9	5.4	14.6	10.0	5.1	16.3			
..Créanciers officiels	1.4	2.3	-0.9	-1.9	2.5	4.6	9.5	10.0			
....Banque mondiale	2.2	2.5	2.4	2.2	2.4	1.9	3.1	3.4			
....FMI	0.0	-0.1	-0.4	-0.1	0.1	0.7	2.2	1.8			
....Autres institutions officielles	-0.8	0.0	-2.9	-4.1	0.0	2.0	4.1	4.8			
..Créanciers privés	-0.8	4.0	7.9	7.4	12.1	5.5	-4.4	6.3	9.5	11.9	15.1
....Flux nets à moyen-long termes dans les dettes	0.9	2.7	4.8	-2.0	8.0	0.8	5.6	8.1			
.....Obligations	0.4	0.6	1.3	0.3	6.7	-0.7	1.9	3.4			
.....Banques	1.2	2.4	3.8	-1.7	2.1	1.7	2.9	4.7			
.....Autres flux privés	-0.7	-0.3	-0.3	-0.7	-0.8	-0.1	0.8	0.0			
....Flux nets de dettes à court terme	-1.7	1.4	3.0	9.4	4.0	4.6	10.0	-2.1			
Facteur d'équilibre /a	-4.1	-4.6	33.5	26.0	20.4	11.1	28.7	-38.5			
Variation des réserves (un chiffre négatif = augmentation)	-3.5	21.7	19.9	32.5	27.0	10.9	1.9	-6.1			
Engagements hors bilan											
Envois de fonds des travailleurs	6.0	8.0	9.4	12.7	18.6	21.3	20.8	21.0	22.0	24.0	

Source : Banque mondiale. e = estimations ; p = prévisions.

a/ Conjugaison d'erreurs et d'omissions, de transferts à destination des pays en développement et de sorties de capitaux de ces

milliards USD dans les années 1990 à près de 20 milliards USD en 2008, d'après les estimations. Une meilleure liquidité est également favorable à l'extension de la courbe des taux dans plusieurs pays, le Nigeria offrant des échéances de 20 ans et le Kenya jusqu'à 30 ans.

La demande intérieure a renforcé les perspectives de croissance de l'Afrique subsaharienne. Si la hausse de la demande extérieure a soutenu la croissance du PIB, la demande intérieure représentait plus de la totalité de la croissance de la région en 2010. Bien que les exportations aient progressé de 7.5 %, stimulant ainsi la croissance, les importations ont progressé à un rythme soutenu (9.1 %), à la faveur d'une forte progression de 4.9 % de la

demande des consommateurs. De ce fait la contribution des exportations nettes à la croissance a été négative. Une demande (et des investissements) robuste de la part des consommateurs a bénéficié de récoltes favorables dans presque toute la région en 2010, favorisant les revenus des agriculteurs (encadré SSA.2) ; le regain d'activité dans l'exploitation minière, la forte croissance du secteur des services et une inflation relativement faible ont permis d'accroître les revenus réels.

Un accès accru au crédit à la consommation (notamment en Afrique du Sud, où les taux d'intérêt sont à des plus bas historiques) et la stabilité des transferts d'argent (21 milliards USD en 2010) ont également permis de stimuler

Encadré SSA.2 : Le secteur agricole d'Afrique subsaharienne - Un potentiel non exploité

Le secteur agricole, le principal employeur de nombreuses économies de l'Afrique subsaharienne, un important générateur de devises et un secteur avec le plus fort potentiel de réduction de la pauvreté, a également contribué à la croissance de plusieurs pays en 2010. Des études ont montré que la croissance générée par le secteur agricole est de deux à quatre fois plus efficace que la croissance du secteur non agricole dans la lutte contre la pauvreté (WDR, 2008) dans la mesure où quelques 75 % des populations pauvres vivent dans des zones rurales.

Cependant, les 40 dernières années ont été le témoin de progrès remarquables dans la production agricole mondiale, avec une production alimentaire globale par habitant en hausse de 17 % et une production alimentaire globale totale en hausse de 145 %, mais la production agricole de l'Afrique subsaharienne est inférieure de 10 % à ce qu'elle était en 1960. En Afrique, la productivité des terres est respectivement estimée à 42 % et à 50 % de celle d'Asie et d'Amérique latine. Parmi les facteurs explicatifs des faibles rendements de l'Afrique subsaharienne, citons le fait que 4 % seulement des surfaces agricoles africaines sont irriguées contre 39 % en Asie du Sud et que l'utilisation d'engrais est inférieure à 10 % de la moyenne mondiale. En outre, la mécanisation reste faible avec une moyenne de 13 tracteurs seulement pour 100 km² alors que la moyenne mondiale s'établit à 200 tracteurs par km². Ce sous-investissement du secteur agricole reflète un environnement politique peu favorable.

En effet, la plupart de la production agricole est essentiellement dépendante des conditions climatiques. En 2010, lorsque les conditions climatiques ont été particulièrement favorables, la qualité des récoltes a su maîtriser les prix, en dépit de la hausse des prix mondiaux des produits alimentaires. Dans la région de l'Afrique australe, des récoltes exceptionnelles ont été engrangées au Malawi, en Zambie et en Afrique du Sud, cette dernière enregistrant un record de 30 ans avec une production de maïs de 12,8 millions de tonnes. Ces conditions climatiques favorables ne devraient pas se répéter régulièrement, ce qui explique que d'autres techniques d'augmentation des rendements devront être employées afin de maintenir la croissance de la production. En 2011 déjà, la production agricole pâtit en Afrique de l'Est d'une faible pluviosité, ce qui réduit les perspectives de croissance de la région.

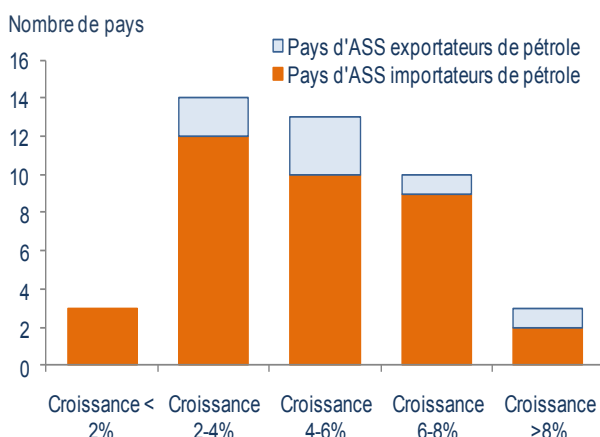
Cependant, des évolutions récentes et encourageantes méritent d'être signalées dans le secteur agricole de l'Afrique subsaharienne. Citons par exemple la transformation du Malawi, passant du statut d'un importateur de produits alimentaires et de dépendance vis-à-vis de l'aide alimentaire, à un pays auto-suffisant en produits alimentaires et exportateur net au cours des 5 dernières années, grâce à un programme de production fermière pris en charge par le gouvernement. D'autres pays d'Afrique subsaharienne comme le Ghana, la Zambie, le Nigeria, le Rwanda et la Tanzanie mettent en œuvre ce type de programmes. Cependant, s'ils ne sont pas efficacement gérés, ils pourraient compromettre la viabilité fiscale.

L'Afrique avec environ 60 % des terres arables non cultivées au monde et des rendements très faibles offre des opportunités significatives d'accroissement de sa production. D'après une estimation, si les rendements céréaliers doubleraient à deux tonnes par hectare, tout en restant deux fois inférieurs à la moyenne du monde en voie de développement, l'Afrique pourrait produire 100 millions de tonnes supplémentaires de produits alimentaires par an. Ce chiffre serait à peu près équivalent à l'ajout d'une autre « Corn Belt » américaine à la production alimentaire mondiale tout en permettant de modérer les hausses des prix mondiaux et assurerait à l'Afrique de devenir une région à fort excédent alimentaire pour mieux éradiquer la faim et la pauvreté. Les avantages d'une hausse des rendements seraient cependant vains sans amélioration des infrastructures ou des mesures d'accompagnement pour permettre à la production d'atteindre les marchés concernés.

la demande des consommateurs. Dans le cadre d'un cercle vertueux, cette demande soutenue a été un facteur clé de nouveaux investissements dans les secteurs de la distribution, de la banque et des télécommunications, créant de nouveaux emplois bien rémunérés et accroissant la productivité globale. L'augmentation des recettes fiscales correspondantes, stimulée par la hausse de l'aide, a contribué à une élévation de 5,5 % de la consommation publique, même si les soldes budgétaires de la région ont progressé d'1 point de pourcentage, d'un déficit de 5,1 % du PIB en 2009 à 4,1 % en 2010. Les pays qui ont le plus bénéficié de la variation positive des termes de l'échange ont également enregistré un redressement de leur situation budgétaire.4,5,6

Bien que la croissance générale de l'Afrique subsaharienne reste forte, il existe une forte hétérogénéité dans la région. Un aspect encourageant de la hausse tendancielle des taux de croissance africains a été le niveau auquel la quasi-totalité des pays a enregistré de fortes améliorations de leur croissance. La forte croissance de l'Afrique subsaharienne ne reflète pas les taux de croissance particulièrement élevés d'un ou deux pays mais la croissance solide de plusieurs économies (figure SSA.5), avec des taux de croissance comparables, pour les plus élevés, à ceux d'autres pays en développement rapide (figure SSA.6). Seuls 2 pays ont enregistré une croissance inférieure à

Figure SSA.5: Plus du tiers des pays d'Afrique subsaharienne ont enregistré des taux de croissance supérieurs ou égaux à 6 % en 2010



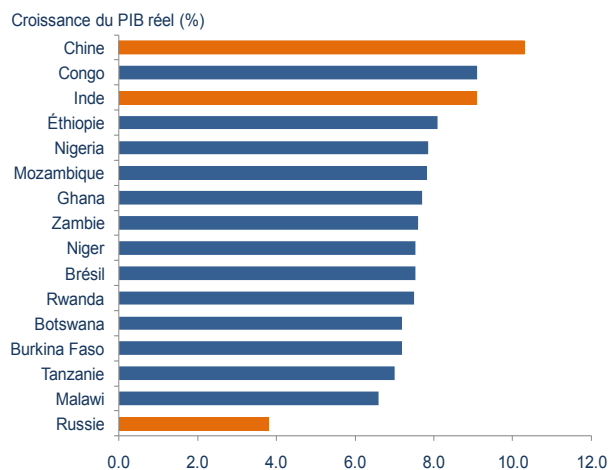
Source : Banque mondiale.

2 % en 2010 alors que la plupart ont enregistré des taux de croissance élevés entre 2 et 6 %, et 30 % des pays ont affiché des taux de croissance du PIB réel de plus de 6.0 %. Parmi les sous-régions, la croissance a été la plus forte en Afrique occidentale (6.5 %), stimulée par la bonne croissance du Nigeria (7.8 %) et du Ghana avec 6.6 % de hausse sur l'année. La croissance du PIB en Afrique de l'Est a été presque aussi soutenue, l'Éthiopie (9 %), le Rwanda (7.5 %), la Tanzanie (7 %) et l'Ouganda (6.3 %) enregistrant d'excellentes progressions.

A l'inverse, la croissance de la plupart des économies de l'Afrique centrale est inférieure à la moyenne régionale, à l'exception du Congo (Brazzaville) pour qui la croissance de 10.3 % grâce à la mise en service de nouveaux champs pétrolifères lui permet de devenir sur l'année l'économie la plus dynamique de toute l'Afrique subsaharienne. Même si les taux de croissance de plusieurs pays du Sud de l'Afrique (Botswana, Malawi, Mozambique et Zambie) ont dépassé 6 %, une croissance plus faible de l'Angola, principale économie de l'Afrique australe (hors Afrique du Sud) a freiné la croissance de la sous-région à 3.1 %. L'Afrique du Sud, principale économie de la région, a progressé à un rythme de 2.8 % en 2010.

Croissance parmi les grandes économies. La tiède reprise de l'Afrique du Sud a été imputable

Figure SSA.6 L'Afrique subsaharienne en forte croissance ne souffre pas de la comparaison avec d'autres pays en forte croissance



Source : Banque mondiale.

à la hausse des dépenses de consommation alors que les investissements des entreprises restaient à la traîne. Les dépenses de consommation ont été stimulées par une politique monétaire accommodante avec un taux de prise en pension à un point bas de 30 ans en termes nominaux. Le faible coût de l'emprunt a stimulé les dépenses de biens de consommation durables alors que les dépenses de consommation ont bénéficié d'une hausse des salaires supérieure à la moyenne obtenue par les ouvrier syndiqués d'Afrique du Sud et dans une moindre mesure par les effets de richesse liés à la reprise du cours des actifs. La hausse des dépenses publiques en faveur des infrastructures, des secteurs sociaux et des salaires a également stimulé la reprise. En 2010, les dépenses publiques de consommation ont progressé de 4.6 %. Cependant, la faible confiance des entreprises et les longs conflits du travail ont entraîné une baisse des dépenses en investissements privés pour la deuxième année consécutive en 2010. Heureusement, une reprise semble être en cours en 2011.

L'économie nigériane a poursuivi sa solide expansion en 2010, avec une croissance estimée à 7.9 %, en hausse par rapport aux 5.6 % enregistré en 2009. Au Nigeria, les secteurs pétrolier et public ont bénéficié de la hausse mondiale des cours du pétrole ainsi que de l'augmentation de la production due au calme relatif dans la région du Delta du Niger à la suite du programme d'amnistie du gouvernement. Cependant, le secteur pétrolier qui représente environ 16 % du PIB, a contribué seulement d'un point de pourcentage à la hausse de 7.9 % du PIB en 2010, le reste étant attribuable à la croissance rapide du secteur non pétrolier. Le secteur agricole qui représente 42 % du PIB et qui constitue le principal employeur du pays a bénéficié d'une pluviosité favorable et s'est développé à un rythme de 5.7 % au 3ème trimestre 2010, contribuant à 2.4 points de pourcentage. La productivité du secteur reste cependant faible, dans la mesure où elle est limitée par la faiblesse des infrastructures des marchés et par l'accès limité aux produits agricoles de base. La majeure partie des performances dynamiques de la croissance sectorielle de ces dernières années a concerné les

secteurs du commerce en gros et de détail, et des services avec des taux de croissance à deux chiffres. Au 3ème trimestre 2010, ces secteurs ont ajouté 2 et 2.1 points de croissance au PIB.

La croissance de ces secteurs dynamiques a été imputable et a contribué à l'essor de la classe moyenne. Une étude réalisée par le National Bureau of Statistics a montré qu'en 1996 le ménage moyen dépensait 63.6 % de ses revenus en produits alimentaires alors que cette part avait baissé en 2004 à 47.3 %. Avec des revenus par habitant qui ont doublé entre 2004 et 2010, la part des dépenses alimentaires dans le revenu a continué sa chute, ce qui impliquait que les ménages nigériens disposaient d'un revenu supplémentaire à dépenser dans des achats à leur discrétion, leur permettant ainsi de stimuler la croissance de nouveaux secteurs. Un de ces secteurs concerne les télécommunications. A partir des derniers chiffres détaillés et disponibles du PIB (3ème trimestre 2010), le secteur des télécommunications qui représente seulement 3.7 % du PIB a contribué à 1.3 point de pourcentage de croissance du PIB (davantage que la contribution du pétrole).

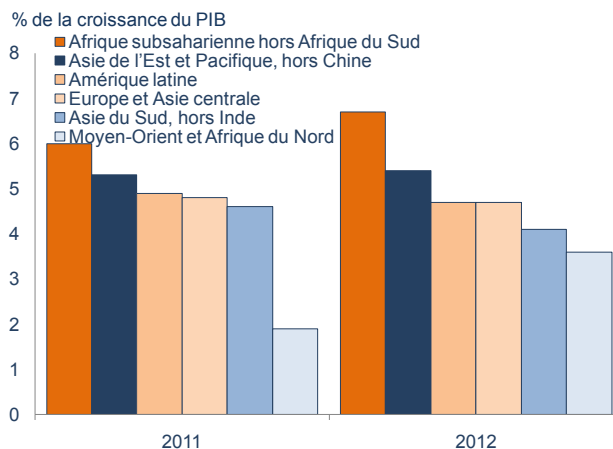
La croissance kényane était supérieure aux attentes à 5.2 % en 2010. La forte pluviosité a favorisé les récoltes du secteur agricole (exportations de thé et de produits horticoles) et accru l'approvisionnement en eau et en électricité. Elle a permis d'alléger certaines contraintes infrastructurelles, permettant aux fabricants kényans de satisfaire à la demande soutenue de ses partenaires commerciaux dynamiques d'Afrique de l'Est. La confiance des entreprises et des consommateurs a été stimulée par le vote de la nouvelle constitution. Les arrivées de touristes se sont inscrites en hausse de 15.6 % au cours des 11 premiers mois de 2010 (d'une année sur l'autre), les recettes touristiques progressant de 8 % sur la même période. La croissance soutenue des autres secteurs kényans des services, à savoir la finance, les télécommunications et l'immobilier, a également stimulé la croissance.

Perspectives à moyen terme

La croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne devrait rester importante en 2011 et 2012. Avec une reprise mondiale toujours en bonne voie, une classe moyenne locale en expansion dotée de revenus discrétionnaires et du regain de confiance des entreprises concernant les perspectives de la région, la croissance de l'Afrique subsaharienne devrait progresser à des rythmes plus élevés en 2011 et 2012, atteignant 5.1 % et 5.8 % (figure SSA.7). Hormis l'Afrique du Sud, la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne devrait croître entre 5,9 % et 6,6 % sur la période de prévision, ce qui en fait l'une des régions en développement avec les plus fortes perspectives de croissance sur le moyen terme (tableau SSA.4 et tableau SSA.5).

Perspectives pour les grands pays. Les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique du Sud indiquent un raffermissement de l'économie. Avec une politique monétaire qui

Figure SSA.7 La croissance en d'Afrique subsaharienne sera l'une des plus fortes parmi les régions en développement



Source : Banque mondiale.

devoir rester accommodante, les dépenses de consommation devraient continuer de stimuler la croissance. Au fur et à mesure que la reprise mondiale se confirme, les incertitudes

Tableau SSA.4 Sommaire des prévisions pour la région de l'Afrique subsaharienne

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire) □

	98-07 ^a	2008	2009	Estimations		Prévisions		
				2010	2011	2012	2013	
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.2	5.1	2.0	4.8	5.1	5.7	5.7	
PIB par habitant, \$ constants	1.9	3.0	0.0	2.8	3.0	3.7	3.7	
PIB en PPA ^c	4.4	5.5	2.2	4.6	5.4	5.7	5.7	
Consommation privée	2.3	3.8	1.3	3.9	5.1	5.3	5.3	
Consommation publique	5.5	8.0	4.3	6.9	5.5	5.3	5.3	
Investissement en capital fixe	8.0	12.0	4.9	8.3	7.3	6.8	8.3	
Exportations, BSNF ^d	4.2	4.3	-6.5	8.3	6.5	7.2	6.5	
Importations, BSNF ^d	6.8	7.0	-4.5	9.5	7.9	6.9	7.1	
Exportations nettes, contribution à la croissance	-0.7	-1.1	-0.5	-0.8	-0.8	-0.3	-0.6	
Solde courant, en % du PIB	-0.8	-1.5	-2.8	-1.3	-1.6	-1.6	-1.5	
Déflateur du PIB, valeur médiane	6.1	10.6	4.3	6.3	5.8	6.1	6.7	
Équilibre budgétaire, % du PIB	-0.6	1.0	-5.5	-4.4	-3.2	-2.0	-1.2	
Pour Mémoire: PIB								
Afrique subsaharienne à l'exclusion de l'Afrique du Sud	4.5	6.0	4.2	6.0	5.9	6.6	6.4	
Pays exportateurs de pétrole	4.9	6.6	4.7	6.0	5.8	6.9	6.7	
Afrique subsaharienne, CFA	3.5	4.2	1.6	4.1	3.0	4.9	4.9	
Afrique du Sud	3.7	3.7	-1.8	2.8	3.5	4.1	4.4	
Nigéria	5.0	6.0	6.7	7.8	7.1	7.5	7.3	
Kenya	3.4	1.6	2.6	5.6	4.8	5.0	5.2	

Source : Banque mondiale.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

b. PIB en dollars constants de 2005.

c. PIB évalué sur la base des parités de pouvoir d'achat.

d. Exportations et importations, BSNF.

concernant les dépenses en investissements privés devraient disparaître permettant aux dépenses des entreprises d'augmenter et de renouer avec leur contribution positive à la croissance. Les entreprises demandant plus de main d'œuvre, l'emploi devrait augmenter et les dépenses de consommation se renforcer. Compte tenu du caractère contre-cyclique de la politique budgétaire du gouvernement, l'impact sur la croissance de la hausse des dépenses publiques restera significatif en 2011 mais devrait s'essouffler par la suite. Avec la bonne intégration de l'Afrique du Sud dans l'économie globale, la reprise mondiale devrait continuer d'être bénéfique pour la croissance des exportations de l'Afrique du Sud même si la hausse de la demande intérieure augmentera les importations, ce qui modérera la contribution des exportations nettes au PIB. Selon les prévisions, la croissance sud-africaine devrait s'accroître à **3.5 %** en 2011 puis atteindre son niveau de croissance moyenne antérieur à la crise de **4.1 %** et de **4.4 %** en 2012 et 2013.

Les perspectives de croissance plus rapide et soutenue du *Nigeria* semblent favorables au plan prévisionnel dans la mesure où la dynamique de croissance sous-jacente reste soutenue. Les dépenses de consommation, stimulées par la hausse du crédit bancaire et les opportunités d'emploi dans le secteur des services aux consommateurs, continueront de pousser la croissance à la hausse. Plusieurs multinationales fonctionnant au Nigeria ont annoncé des projets d'augmentation de leurs investissements (le géant de l'alimentation Nestlé) alors que d'autres recherchent des opportunités de positionnement sur ce marché. En mars 2011, le Groupe Carlyle, un gestionnaire mondial d'actifs installé à Washington, DC a ouvert des bureaux à Lagos (et à Johannesburg) afin de réaliser des rachats d'entreprises et des investissements de croissance en Afrique subsaharienne. Des prévisions de pluviométrie favorable, conjuguées à certains programmes publics dans le secteur agricole, devraient continuer de stimuler les revenus agricoles. Cependant, si la politique budgétaire expansionniste n'est pas prudemment gérée, celle-ci pourrait compromettre la stabilité macroéconomique, particulièrement lorsque les

pressions inflationnistes provoquées par les prix des produits alimentaires et du carburant s'ancrent dans le paysage local. Sur la période de prévision, le PIB nigérian devrait demeurer solide, avec une croissance de **7.1 %** en 2011 atteignant un pic de **7.8 %** en 2012 avant de ralentir à **7.3 %** en 2013.

Les perspectives de moyen terme du Kenya sont également favorables même si la croissance 2011 sera réduite par la faible pluviométrie récente. La reprise mondiale actuelle devrait continuer de soutenir les exportations agricoles et le tourisme kényans. La forte croissance de ses partenaires commerciaux de la Communauté de l'Afrique Orientale devrait venir en aide au secteur manufacturier. Avec l'économie la plus importante et la plus développée d'Afrique de l'Est, une classe moyenne croissante et une population significative (40 millions d'habitants), les investisseurs considèrent de plus en plus le Kenya comme la porte d'accès au reste de l'Afrique de l'Est. Cela est de bon augure pour les flux d'investissements étrangers. La confiance des investisseurs a été renforcée par le vote de la nouvelle constitution quand bien même certains d'entre eux sont susceptibles de reporter leurs investissements après les élections de 2012. Les investissements publics dans des infrastructures absolument nécessaires et les réformes actuelles concernant le port de Mombasa, devraient favoriser les perspectives de croissance. Le secteur dynamique des technologies de l'information et des communications devrait bénéficier d'un apport significatif après l'accès croissant à une bande passante plus importante suite à l'arrivée de plusieurs câbles sous-marins à fibre optique et à large bande sur ses côtes. Les développements de ce secteur devraient accroître les gains de productivité des autres secteurs de l'économie. Les pressions inflationnistes imputables à la hausse des prix du pétrole brut et à une mauvaise pluviométrie au second semestre 2010 menacent de peser sur la croissance du secteur manufacturier local. Sur la période de prévision, la croissance kényane devrait rester élevée à **4.8 %** en 2011 pour augmenter à **5 %** en 2012 et à **5.2 %** en 2013.

Pays d'Afrique subsaharienne avec la croissance la plus rapide. Sur la période de prévision (2011 à 2013), les pays de l'Afrique subsaharienne qui devraient connaître la croissance la plus rapide de la région (avec une moyenne de croissance du PIB de plus de 6,5 %) comprennent l'Éthiopie, le Ghana, le Mozambique, le Nigéria, le Rwanda et la Zambie (tableau SSA.5).

Le Ghana devrait être le pays avec la croissance la plus rapide de l'Afrique subsaharienne en 2011. Sur la période de prévision, la croissance sera entraînée par le secteur pétrolier naissant avec une production prévue de 120 000 barils par jour en moyenne, et la possibilité d'une production plus importante lorsque les découvertes récentes entreront en production. De plus, les investissements accrus dans les mines d'or et les gains de productivité dans le secteur du cacao devraient encore accroître les revenus d'exportation. Grâce à une confiance accrue des entreprises, le secteur des services continuera à enregistrer d'importants flux d'investissements privés, en particulier dans le secteur de la construction et des télécommunications, ce qui soutiendra encore la croissance. Cependant, l'instabilité macro-économique accrue demeure un risque.

La croissance de l'Éthiopie continuera à être entraînée par l'agriculture, principal secteur d'activité de l'économie. La productivité du secteur profitera du soutien dispensé aux petits exploitants avec l'extension des réseaux routiers et des réseaux électriques ainsi que de l'expansion des marchés. Les flux accrus de capitaux en direction des grands acteurs de l'agro-industrie devraient encore étoffer le soutien apporté à l'activité du secteur et l'ajout récent de capacités supplémentaires en énergie hydro-électrique devrait permettre d'atténuer certaines des contraintes pesant sur la croissance. Cependant, l'inflation actuelle à deux chiffres génère un risque pour la croissance.

Les prix record du cuivre continuent à alimenter la croissance des investissements dans le secteur du cuivre en Zambie et donc à accroître la production et les exportations de ce métal.

Cependant, les évolutions en cours dans d'autres secteurs de l'économie sont également vitales pour les perspectives de croissance de la Zambie, en particulier dans le secteur agricole, qui reste le premier employeur du pays. Le secteur agricole profite de l'accroissement de la production et des rendements en partie grâce au soutien apporté par l'État au secteur en fournissant des semences et des engrais améliorés aux exploitants. De plus, dans un contexte de progression des revenus et d'accès insuffisant aux services importants tels que les télécommunications et les services bancaires, la croissance du secteur des services devrait demeurer forte sur la période de prévision.

Le Mozambique devrait poursuivre sa croissance rapide sur la période de prévision en profitant de l'accroissement des investissements dans son secteur d'extraction. Les découvertes récentes d'importants gisements de minerai de fer et de volumes exploitables de gaz naturel en mer en plus des gisements de charbon déjà connus, n'ont fait que renforcer son attrait en tant que destination pour les investissements d'extraction. La croissance au Mozambique est déjà alimentée par les méga-projets en cours, notamment la fonderie d'aluminium Mozal, la mine de charbon de Moatize dont l'exploitation a commencé au deuxième trimestre 2011, le projet d'extraction et de traitement du gaz naturel par Sasol, le géant sud-africain de la pétrochimie ainsi que la mine de dragage du titane de Mona appartenant à des intérêts irlandais. Ces investissements et les exportations qui en résulteront au cours des prochaines années continueront à tirer la croissance du Mozambique. Cependant, le resserrement de la politique monétaire, opéré dans le but de maîtriser une inflation à deux chiffres, est susceptible de ralentir la croissance en 2011.

La croissance vigoureuse du Rwanda devrait se poursuivre sur la période de prévision, alimentée par le secteur de l'agriculture. La production de récoltes vivrières profitera de l'apport d'un soutien gouvernemental aux agriculteurs sous forme de fourniture d'engrais, de semences améliorées ainsi que d'une extension des services alors que le café, principale exportation

du Rwanda, profitera du redressement de l'économie mondiale, notamment grâce au rebond des prix internationaux du café. Des coûts de transactions moindres en raison d'une plus forte intégration avec ses voisins de la Communauté d'Afrique de l'Est devraient encore favoriser la croissance, en développant les échanges commerciaux et les investissements. La croissance du secteur des services, en particulier le bâtiment, les services financiers et l'assurance ainsi que les télécommunications, devrait être soutenue par l'accroissement des apports de capitaux privés sur la période de prévision.

Risques sur les perspectives

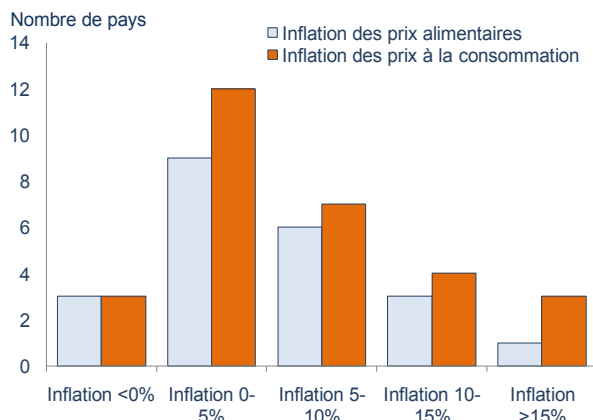
Le niveau élevé des produits alimentaires constitue un risque. Le prix des produits alimentaires négocié à l'échelle mondiale a fortement augmenté depuis juin 2010. En avril 2011, les prix mondiaux s'inscrivaient en hausse de 103.2 % pour le maïs (en variation annuelle), de 74.1 % pour le blé, de 94.6 % pour le sorgho et de 38.4 % pour l'huile de palme. Cependant, pour la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la hausse des prix des produits alimentaires a été modérée pendant presque toute l'année 2010. Dans quelques pays, les prix ont baissé en raison de bonnes récoltes, de la nature locale des marchés alimentaires de nombreux pays de la région et de la disponibilité de biens

de consommation de base de substitution (comme la farine de manioc), pouvant remplacer les produits alimentaires négociés internationalement à des prix plus élevés (figure SSA.8).

Cependant, depuis novembre 2010, la hausse de l'inflation globale des prix à la consommation a sévi avec l'accroissement du prix du panier alimentaire. Le taux d'inflation moyen d'Afrique subsaharienne a augmenté à 4.5 % en décembre 2010 après un creux de 10 ans de 3.1 % en août 2010. La répartition diffère cependant dans la région. En février 2011, 24 % des pays de la région affichaient des taux d'inflation variant entre 5 et 10 % ; un autre lot de 25 % de pays affichait des taux d'inflation supérieurs à 10 % (l'Éthiopie, le Nigeria, la Sierra Leone, la Guinée, et le Mozambique).

La hausse persistante des prix des produits alimentaires pourrait avoir des conséquences négatives, y compris la détérioration de la balance des paiements courants et de l'équilibre budgétaire des pays d'Afrique subsaharienne importateurs nets de produits alimentaires, à laquelle ajouter un niveau élevé de pauvreté et de malnutrition, avec la possibilité de troubles dans certains pays qui pèseraient sur les perspectives de croissance de la région. La légère hausse du prix des produits alimentaires en 2010 a bénéficié d'une augmentation limitée du prix du riz par rapport à d'autres produits alimentaires commercialisés internationalement. Compte tenu de la part importante des importations dans la consommation locale de riz de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne et suite aux effets de la répercussion des variations internationales de son prix, si une augmentation plus significative du prix du riz devait se produire en 2011, une menace sérieuse pèserait sur la sécurité alimentaire même si dans certains pays elle pourrait être atténuée grâce à une substitution par d'autres produits de première nécessité. En outre, si les prévisions actuelles de sécheresse de certains pays de l'Afrique australe et de l'est se vérifiaient, elles réduiraient la production agricole et accentueraient la hausse des prix des produits alimentaires. Dans certains pays, l'impact de la sécheresse s'étendra au-delà

Figure SSA.8 Les niveaux d'inflation demeurent sous les 10 % dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne



Source : Banque mondiale.

des prix des produits alimentaires et pourrait toucher la production hydroélectrique (p. ex. Rnya) dans un contexte où les entreprises considèrent déjà l'approvisionnement en électricité comme une sérieuse contrainte.

La hausse des prix du pétrole représente un autre risque sur la stabilité macroéconomique.

La hausse du prix du pétrole est une autre source d'inquiétude. En avril 2011, les prix du pétrole brut avaient progressé de 38 % par rapport à l'année précédente. Les résultats de cette hausse des prix sur les pays d'Afrique subsaharienne sont mitigés dans la mesure où la région comporte à la fois des exportateurs et des importateurs nets de pétrole. Si les cours du pétrole se maintiennent à des niveaux élevés en 2011, les exportateurs de pétrole de la région bénéficieront d'une amélioration de leurs comptes courants et de leur solde budgétaire. En effet, compte tenu de la prédominance du pétrole dans l'économie des exportateurs de pétrole d'Afrique subsaharienne (en Angola et au Congo, le secteur pétrolier représente 90 % des exportations et plus de 60 % du PIB), le maintien des cours du pétrole au niveau de février permettrait aux soldes des paiements courants d'atteindre 7 % du PIB. Cette situation pourrait poser un problème macroéconomique car s'il n'est pas géré efficacement, il pourrait avoir l'effet du « syndrome de la maladie hollandaise », complexifiant davantage la capacité de diversification de l'économie.

Les risques baissiers parmi les pays importateurs de pétrole de la région sont cependant plus élevés. Avec des pays dont la facture pétrolière a augmenté et sachant que les importations de pétrole représentent environ 18 % du total des importations de marchandises au sein des importateurs subsahariens de pétrole, ceci pourrait conduire à une détérioration du ratio entre la balance des paiements courants et le PIB de 0,5 % (hors Afrique du Sud) si les cours du mois de février se maintiennent. Cependant, si les prix augmentaient encore de 50 USD par rapport au pic de février, les balances des paiements courants se détérioreraient encore davantage, de 3,5 % du PIB. La situation budgétaire pourrait également se détériorer en

fonction du niveau des subventions pétrolières accordées par les gouvernements. Selon les taux de change, la détérioration de la balance des paiements courants pourrait entraîner une dépréciation du taux de change nominal et entraîner de nouvelles pressions inflationnistes. Une hausse des taux d'inflation pourrait déterminer un nouveau durcissement monétaire, susceptible de limiter l'expansion du crédit dans un environnement de crédit déjà soumis à des contraintes. A titre d'exemple, la Banque Centrale du Kenya a relevé en mars son taux directeur de 25 points de base, c'est-à-dire sa première hausse depuis juin 2008 en raison d'une hausse de l'inflation et de la dépréciation du shilling à un niveau proche d'un point bas de six ans et demi. Parmi les autres pays de la région à avoir accru les taux d'intérêt en 2011 citons le Mozambique et le Nigéria. D'après les estimations de la Banque mondiale, si les cours actuellement élevés du pétrole augmentaient de \$50 supplémentaires le baril, cette hausse diminuerait de 0,3 % à 1 % la croissance du PIB de l'Afrique subsaharienne.

Risques politiques associés aux élections de 2011. Selon les prévisions, des élections sont prévues se dérouler dans au moins un tiers des pays d'Afrique subsaharienne. Même si la dernière décennie a été le témoin d'un nombre croissant de changements de pouvoir en douceur dans de nombreux pays de la région, dans plusieurs cas l'évolution politique a conduit à des élections dont les résultats ont été néfastes pour l'activité économique. En 2010, les perspectives de croissance de Madagascar, des Comores, de la Côte d'Ivoire et de la Guinée ont pâti d'agitations politiques. Ainsi, l'évolution du cycle politique selon les prévisions sera consécutive aux résultats des pays sur le plan de la croissance. Jusqu'en juin 2011, six élections présidentielles ont été organisées sans aucune perturbation de l'activité économique. Cependant, la crise en Côte d'Ivoire, qui s'est intensifiée en 2011, pourrait avoir entraîné une croissance négative aux cours des deux premiers trimestres 2011.

Notes

1. Peter Guests, “Resource Deals to Africa”, en *This is Africa*, Financial Times Business, avril/mai 2011.
2. “Who’s investing in Africa”, Ai, nov/dec 2010.
3. Gail Mwamba, “Structuring Local Solutions”, en *This is Africa*, Financial Times Business, avril/mai 2011.
4. Banque mondiale (2008). World Development Report: Agriculture for Development, Banque Mondiale, Washington, DC.
5. Calestous Juma. “Growing the economy”, en *The New Harvests*. Oxford University Press. Transforming Africa’s Role in the Global Food Security System.
6. Allocution de M. Kofi A. Annan, Président de l’Alliance pour une Révolution Verte en Afrique, Londres le 30 mars 2011.

Tableau SSA.5 Prévisions pour les pays de l'Afrique subsaharienne

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)□

	98-07 ^a	2008	2009	Est. 2010	Prévision		
					2011	2012	2013
Angola							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	9.5	13.3	2.4	3.4	6.7	8.1	7.8
Solde courant, en % du PIB	-0.9	8.5	-10.0	-1.7	4.0	7.4	9.9
Bénin							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.8	5.1	2.7	2.5	3.4	4.3	4.8
Solde courant, en % du PIB	-7.7	-9.3	-9.2	-10.6	-14.8	-12.4	-7.2
Botswana							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.7	3.1	-4.9	7.2	6.5	5.9	4.9
Solde courant, en % du PIB	9.2	3.5	-4.5	-6.2	-3.1	2.7	7.8
Burkina Faso							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.8	5.0	3.2	7.9	5.2	5.6	6.0
Solde courant, en % du PIB	-14.0	-24.8	-19.5	-21.3	-19.8	-18.9	-18.0
Burundi							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.8	4.5	3.5	3.9	4.1	4.6	4.8
Solde courant, en % du PIB	-20.5	-30.2	-16.0	-14.6	-15.1	-14.0	-12.9
Cap-Vert							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.9	6.5	2.8	4.7	5.8	6.6	6.6
Solde courant, en % du PIB	-10.8	-13.4	-9.9	-14.9	-11.8	-18.2	-24.3
Cameroun							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.4	2.9	2.0	2.8	3.8	4.1	4.6
Solde courant, en % du PIB	-2.4	-1.9	-5.1	-3.8	-2.7	-3.2	-3.3
République centrafricaine							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.8	2.2	2.4	3.0	3.3	3.3	3.3
Solde courant, en % du PIB	-4.6	-9.7	-7.9	-9.0	-8.0	-7.9	-7.0
Tchad							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	8.0	-0.4	-1.6	5.1	6.0	6.0	4.0
Solde courant, en % du PIB	-36.5	-19.8	-28.9	-24.1	-14.3	-12.7	-5.4
Comores							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.9	1.0	1.8	1.7	2.3	2.3	2.3
Solde courant, en % du PIB	-4.0	-10.5	-5.9	-8.5	-9.1	-10.0	-10.3
Congo, Rép. dém. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.9	6.2	2.8	7.3	6.5	6.0	8.0
Solde courant, en % du PIB	-3.6	-17.5	-10.5	-6.8	-2.8	-0.7	0.6
Congo, Rép. du							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.9	5.6	7.6	9.1	7.8	5.4	4.9
Solde courant, en % du PIB	1.2	1.2	-10.6	3.7	9.5	6.6	6.1
Côte d'Ivoire							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.0	2.2	3.6	3.0	-6.0	4.9	5.5
Solde courant, en % du PIB	0.7	1.9	7.2	6.7	-1.5	0.6	-0.8
Guinée équatoriale							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2000) ²	20.7	11.3	-5.4	0.9	2.8	4.0	4.0
Solde courant, en % du PIB	6.7	10.1	-20.0	-6.7	-10.7	-8.6	-6.9
Érythrée							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	-0.1	-9.8	3.6	2.7	3.4	3.5	3.5
Solde courant, en % du PIB	-19.0	-5.2	-6.5	-2.5	-2.7	-3.2	-3.4
Éthiopie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.5	10.8	8.8	8.1	7.7	7.2	7.8
Solde courant, en % du PIB	-5.3	-7.0	-5.1	-6.8	-7.7	-8.8	-9.6
Gabon							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	0.4	2.3	-1.0	5.1	6.0	5.1	4.1
Solde courant, en % du PIB	10.9	22.2	13.3	12.3	16.1	13.1	12.2
Gambie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.6	6.1	4.6	4.8	5.0	5.0	5.0
Solde courant, en % du PIB	-9.5	-6.1	4.0	3.1	3.1	2.9	2.7
Ghana							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.6	8.4	4.7	7.7	13.4	10.0	8.0
Solde courant, en % du PIB	-6.4	-12.4	-3.6	-7.7	-6.3	-4.9	-4.0
Guinée							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.8	4.9	-0.3	3.5	4.3	4.5	4.7
Solde courant, en % du PIB	-6.0	-31.9	-10.4	-8.9	-7.6	-7.4	-7.1
Guinée-Bissau							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.5	3.5	3.0	3.4	3.9	3.9	3.9
Solde courant, en % du PIB	-7.2	-11.0	-8.5	-9.4	-9.8	-9.2	-8.9
Kenya							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.4	1.6	2.6	5.6	4.8	5.0	5.2
Solde courant, en % du PIB	-4.9	-6.6	-5.7	-7.8	-9.9	-7.7	-7.1
Lesotho							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.8	4.5	0.9	2.4	3.1	4.0	3.8
Solde courant, en % du PIB	-12.9	12.6	-2.4	-22.4	-19.5	-19.5	-19.3
Madagascar							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.2	7.1	-3.7	0.7	2.6	3.9	3.9
Solde courant, en % du PIB	-9.5	-17.4	-15.2	-13.8	-12.7	-11.2	-9.7
Malawi							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.8	8.6	7.6	6.6	6.1	5.7	5.5
Solde courant, en % du PIB	-4.7	-7.1	-9.6	-2.7	-4.7	-5.1	-5.5
Mali							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.1	4.9	4.3	5.0	5.8	5.9	5.9
Solde courant, en % du PIB	-7.9	-12.2	-14.1	-15.2	-15.4	-15.8	-15.8

Tableau SSA.5 Prévisions pour les pays de l'Afrique subsaharienne (continué)

Mauritanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.1	3.7	-1.1	4.9	6.0	6.3	5.4
Solde courant, en % du PIB	-5.8	-12.6	-13.2	-10.6	-11.6	-12.1	-12.7
Maurice							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.6	5.1	3.0	4.3	4.1	4.2	4.3
Solde courant, en % du PIB	-1.3	-10.5	-9.5	-13.1	-12.3	-11.5	-10.5
Mozambique							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.8	6.7	6.3	6.6	7.6	7.7	7.7
Solde courant, en % du PIB	-14.6	-12.0	-12.0	-13.7	-12.0	-10.9	-9.9
Namibie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.4	4.3	-0.8	4.6	4.0	4.8	4.5
Solde courant, en % du PIB	4.0	0.5	-1.2	-7.2	-1.8	2.1	6.3
Niger							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.7	9.5	1.0	7.5	6.0	8.5	6.8
Solde courant, en % du PIB	-7.4	-12.2	-18.9	-19.3	-19.7	-17.1	-14.7
Nigéria							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.0	6.0	6.7	7.8	7.1	7.5	7.3
Solde courant, en % du PIB	11.0	13.8	12.4	13.5	12.7	11.6	10.3
Rwanda							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.8	11.2	4.1	7.5	7.0	6.8	7.0
Solde courant, en % du PIB	-6.0	-5.4	-7.3	-5.9	-5.6	-5.1	-4.7
Sénégal							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.0	3.3	2.2	3.2	4.2	4.4	4.4
Solde courant, en % du PIB	-7.0	-14.3	-12.9	-14.0	-14.2	-14.9	-15.5
Seychelles							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	2.1	-0.9	-7.6	3.5	4.0	5.0	5.0
Solde courant, en % du PIB	-16.4	-44.0	-37.2	-39.5	-23.1	-16.7	-10.3
Sierra Leone							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	7.5	5.5	3.2	5.8	5.6	5.9	6.0
Solde courant, en % du PIB	-12.2	-15.3	-15.0	-14.3	-14.7	-13.6	-12.5
Afrique du Sud							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.7	3.7	-1.8	2.8	3.5	4.1	4.4
Solde courant, en % du PIB	-2.1	-7.1	-4.1	-2.8	-3.2	-3.8	-4.4
Soudan							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	6.3	6.8	4.5	5.5	5.3	5.8	5.8
Solde courant, en % du PIB	-7.1	-2.3	-7.1	-3.0	-7.8	-7.9	-7.9
Swaziland							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	3.1	2.4	1.2	2.0	0.5	1.5	2.0
Solde courant, en % du PIB	-1.3	-8.1	-13.8	-14.5	-14.2	-13.6	-12.5
Tanzanie							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	5.9	7.4	6.0	7.0	6.5	6.9	6.7
Solde courant, en % du PIB	-5.7	-13.0	-8.5	-8.7	-9.1	-10.1	-11.3
Togo							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	1.8	1.8	3.2	3.4	3.7	4.0	4.1
Solde courant, en % du PIB	-9.5	-7.7	-5.3	-5.7	-4.3	-4.6	-4.7
Ouganda							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	7.0	8.7	7.1	5.2	6.4	6.6	7.0
Solde courant, en % du PIB	-5.4	-9.1	-6.6	-9.7	-11.9	-15.8	-12.1
Zimbabwe							
PIB aux prix du marché (en dollars constants de 2005) ^b	4.2	5.8	6.4	7.6	6.8	6.7	6.0
Solde courant, en % du PIB	-13.7	-9.5	-5.5	-3.7	-3.6	-3.0	-2.4

Source : Banque mondiale.

Les prévisions de la Banque mondiale sont fréquemment mises à jour sur la base d'informations nouvelles et de l'évolution de la conjoncture mondiale. Les projections ici présentées peuvent de ce fait s'écarter de celles figurant dans d'autres documents de la Banque, même si ses évaluations fondamentales des perspectives des pays ne diffèrent pas de façon notable à un moment donné. Faute de données suffisantes, aucune prévision n'a été établie pour le Libéria, la Somalie et Sao Tomé-et-Principe.

a. Les taux de croissance couvrant des périodes sont des moyennes composées ; les chiffres indiqués pour les contributions à la croissance, les ratios et le déflateur du PIB sont des moyennes.

b. PIB en dollars constants de 2005.